

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18697 - 72ÈME ANNÉE

Commémoration de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions

Le rôle décisif du PCR dans le 10 mai

150^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Après une célébration sans précédent du 20 Décembre

La lutte continue pour la liberté et l'identité réunionnaises

(Pages 2 à



ages, parmi les myriades de celles qui resteront dans les mémoires de ce 20 re exceptionnel, témoignent de la portée de l'événement par la force de leur

oya, à travers Firmin Viry, enfin reconnu. La musique des esclaves n'a jamais pin d'une médaille pour exister et incarner l'esprit de résistance des nnais. Mais la reconnaissance officielle d'un descendant d'esclave et de

fiar de ses onâtres, témoignage d'une volonté du gouvernement de rétablir



Une des pierres sculptées par Éri Pongérard pour mémorial des esclaves réalisé a Parc de la Trinité. Ce 20 décembre été marqué par l'installation d'un "Mémorial" à Saint-Denis, à Saint-André et à La Petite-Île. Dans cinq ans, il en aura un par commune, symbole de la condition d'esclave et de toutes ses négations. Pour que nul ne l'oublie et que s'affirme partout l'esprit maronier. (photo Fabrice Native)

Au lendemain de la célébration du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion en présence de Paul Vergès, les députés du PCR ont déposé une proposition de loi le 22 décembre 1998 « tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité »

Ce 10 mai marque la commémoration de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions. Au travers de cette date, la France regarde son histoire et reconnaît que l'esclavage est un crime contre l'humanité. Comme l'abolition du statut colonial le 19 mars 1946, le vote de la loi du 10 mai 2001 est une initiative venue des outre-mer, portée par les représentants de peuples qui ont subi l'esclavage et la colonisation.

Pendant plus de la moitié de son histoire, La Réunion vivait sous le régime de l'esclavage. Notre île était à l'époque une colonie de la France, et les dirigeants de ce pays avaient introduit de mode d'exploitation pour faire des profits et satisfaire les besoins d'une lointaine métropole. Pour des épices, du café et du sucre, des dizaines de milliers de personnes ont été arrachées à leur pays, transportées à fond de cales et envoyées dans des camps de travaux forcés dénommés plantations. Au cours de cette période, des personnes ont réussi à s'échapper et sont partis vivre loin du littoral. C'est à partir de leur langue qu'ont été nommés de nombreux lieux dans les hauts et les montagnes. De récents travaux de chercheurs ont révélé l'existence d'un Royaume de l'intérieur qui a existé dès le début du peuplement et a lutté contre le régime colonial jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1848.

Bataille pour la reconnaissance de l'histoire

La mémoire de l'esclavage et de son abolition a été commémorée à La Réunion suite à la fin du statut colonial. En tant que maire de Saint-Denis, Raymond Vergès a fait planter un arbre de la Liberté au Barachois. Ce monument vivant fut arraché par les conservateurs de retour au pouvoir à la suite de la dissolution de la municipalité de Saint-Denis par le gouvernement en 1946. Cela n'empêcha pas que le 20 décembre 1948 fut une grandiose commémoration, marquée par un imposant défilé des syndicats et des communistes dans les rues de Saint-Denis. Le jour du centenaire de l'abolition de l'esclavage, les Réunionnais étaient donc massivement mobilisés.

La tendance à l'assimilation a fait reculer ce mouvement identitaire. Il ne fallait pas parler d'esclavage et encore moins de luttes de libération.

La création du Parti communiste

réunionnais en 1959 a placé la question de l'identité culturelle au cœur des batailles. Malgré la répression, le 20 décembre continuait d'être célébré par les communistes. Dans les années 1970, les célébrations ont commencé à sortir de la clandestinité dans les communes dirigées par le PCR, et également ailleurs dans l'île où le PCR était la première force d'opposition.

Le premier aboutissement de ces combats a été d'obliger le gouvernement français à reconnaître officiellement la date du 20 décembre qui est devenue depuis 1982 un jour férié. Une démarche analogue a conduit à la même reconnaissance dans les anciennes colonies devenues départements français en 1946.

Proposition de loi du PCR

La bataille n'était pas terminée. Car les descendants des victimes de l'esclavage ont milité pour que la France se penche sur son passé de puissance coloniale, qui a utilisé l'esclavage pour enrichir une classe de possédants.

Comme pour l'abolition du statut colonial, c'est encore des Outre-mer que l'initiative est venue. Le 22 décembre 1998, les trois députés communistes réunionnais, Elie Hoarau, Huguette Bello et Claude Hoarau, ont déposé une proposition de loi « tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité ». Quelques semaines plus tard, le groupe PS et apparenté, groupe majoritaire alors à l'Assemblée, a présenté un texte porté par Christiane Taubira qui limitait la portée de la reconnaissance à la traite transatlantique. Les députés du PCR ont alors fait prospérer l'idée de fusionner les deux propositions dans un seul texte. Cela déboucha sur la proposition de loi dont Christiane Taubira fut rapporteuse, et qui fut alors adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. C'est le 10 mai 2001 que le Sénat a voté également à l'unanimité le même texte.

Un combat permanent

L'article Premier de la loi stipule que « la République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du xve siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité ». La proposition d'une date commémorative pour la France était alors du ressort d'un Comité pour l'histoire de la mémoire de l'esclavage présidé par Maryse Condé puis par Françoise Vergès. La date du 10 mai a été acceptée par Jacques Chirac. Elle fut officiellement commémorée pour la première fois le 10 mai 2006. À La Réunion, Paul Vergès avait rappelé l'importance de la commémoration de cette date. Il soulignait que la connaissance de l'histoire permet de se renforcer pour faire face aux combats à venir. Il avait notamment tenu ce discours lors de l'inauguration du lycée de Saint-Paul IV situé à la Plaine, et il avait proposé que cet établissement porte le nom de « Lycée du 10 mai ». C'était en 2007, et malgré la succession de différentes tendances politiques à la tête de la municipalité, cette proposition ne s'est toujours pas concrétisée.

Cela rappelle que le combat pour la connaissance de l'histoire de La Réunion est toujours d'actualité. C'est une bataille que le PCR mène depuis sa création en 1959.

M.M.

Edito

A La Réunion, les prétendants à un ministère et à un poste de député renvoyés à leurs chères études

Max Dubois est le responsable des Outre-mer dans En Marche. Dans le « JIR » d'hier, il a commenté le résultat d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Je ne suis pas satisfait des résultats dans l'Outre-Mer. D'abord, le second tour ne doit pas éclipser le premier. Aux Antilles, les scores sont positifs. En Guyane, c'est plus compliqué. Dans le Pacifique, on est à 52 %. Il y a donc une percée de Marine Le Pen. Le score mahorais (57 %) n'est pas bon du tout. Il faut être honnête. A La Réunion, nous sommes à 60-40 %, ce n'est pas une victoire mais un échec. Marine Le Pen a su avec des offres populistes convaincre la population qu'il y aurait moins d'immigration et moins d'insécurité. Les scores du FN et de l'abstention sont très élevés dans l'océan Indien. Il faut donc rester modestes. »

A La Réunion, le score d'Emmanuel Macron « n'est pas une victoire mais un échec » : cette prise de position vient de la personne chargée de l'outre-mer dans le mouvement qui veut devenir le parti majoritaire à l'Assemblée nationale. Il indique donc en substance que c'est notre île qui a plombé le résultat du nouveau président de la République outre-mer. Cela découle en effet du poids démographique de notre île, ainsi que d'une participation généralement plus élevée que dans les autres collectivités d'outre-mer.

Dans notre île, les prétendants se bousculent au portillon. Thierry Robert était ainsi à Paris pour fêter la victoire d'Emmanuel Macron dimanche.

Mais il n'apparaissait pas sur la photo souvenir. Gilbert Annette de son côté a vanté les mérites d'Erica Bareigts, car d'après lui Emmanuel Macron la juge comme une « excellente ministre des Outre-mer ». Les faits ne plaident pourtant pas pour cette affirmation, comme le rappellent les derniers événements en Guyane. Et surtout, Max Dubois souligne que si La Réunion représente 30 % de la population des Outre-mer, c'est dans notre île que vit la moitié des chômeurs de ces collectivités. Manifestement, les membres de la majorité parlementaires qui devaient défendre les intérêts de La Réunion dans la lutte contre le chômage ont été moins performants que d'autres députés.

Autrement dit, les prétendants à un poste de ministre ou à une place de député sont renvoyés à leurs chères études. Il est important de ne pas perdre de vue que le nouveau président de la République souhaite faire émerger une nouvelle génération de responsables politiques. Le vote de la présidentielle a sanctionné le bilan des sortants. Emmanuel Macron prendra-t-il la décision de confier à nouveau des responsabilités à ceux qui ont failli ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Débat sur la recomposition politique après l'élection présidentielle

Maurice Gironcel : « ensemble se rassembler pour que La Réunion change de cadre »

Quelle gauche à La Réunion en dehors du Parti socialiste ? Tel était le thème du débat organisé hier soir par Réunion Première Radio. Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, était invité. À ses côtés, Jean-Pierre Marchau, secrétaire régional des Verts, Emmanuel Séraphin, élu représentant PLR et Pascal Basse, de la France insoumise.



Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR.

Maurice Gironcel a rappelé l'analyse du scrutin de l'élection présidentielle par le PCR. C'est tout d'abord une forte abstention à La Réunion et encore plus ailleurs dans les Outre-mer, c'est ensuite 12,5 % de bulletins blancs et nuls à La Réunion. Dans toute la République, 16,5 millions de personnes n'ont pas choisi de voter ou ont glissé un bulletin blanc ou nul, a-t-il souligné. À La Réunion, une majorité de Réunionnais est dans ce cas. Seulement 33 % des inscrits ont voté pour Emmanuel Macron.

Sur la campagne du second tour de la présidentielle, le secrétaire général du PCR a rappelé que dès le 23 avril, son parti a appelé à faire barrage à l'extrême droite. « À Sainte-Suzanne, les choses ont été claires, le FN est arrivé largement derrière », précise Maurice Gironcel. 54 % de personnes se sont abstenues ou ont voté blanc ou nul.

L'appel au barrage à l'extrême droite était la même attitude choisie par Jean-Luc Mélenchon. Le débat a montré que n'était pas la décision de PLR et d'EELV qui ont appelé à voter Macron. PLR a lancé cet appel

dès le 23 avril, a affirmé Emmanuel Séraphin : « il fallait voter Macron ».

Le programme d'Emmanuel Macron

Au sujet d'Emmanuel Macron et de la recomposition de la gauche, Maurice Gironcel a constaté que le terme de gauche est galvaudé. Mieux vaut parler de forces de progrès. En effet, ce que propose le nouveau président de la République ne correspond guère à un programme de gauche. « Le résultat de ces élections est une manœuvre, y compris de Hollande, pour arriver à ce résultat. Depuis le départ, le système a mis en orbite l'attelage Marine Le Pen-Emmanuel Macron. Dès le départ, la candidature de Hamon a été torpillée. La politique d'Emmanuel Macron est dans le prolongement de celles de Nicolas Sarkozy et de François Hollande », a dit en substance le responsable communiste. Pascal Basse, France Insoumise, a également noté le chantage tous les 5 ans qui empêche les Français de s'exprimer au second tour. D'un côté,

le péril raciste, de l'autre le péril ultra-libéral, souligna-t-il. En effet, le terme de gauche est galvaudé, poursuit-il, car la finance commande. La tête de la République change, mais autour ce sont les mêmes stratégies.

Maurice Gironcel a précisé le danger du programme d'Emmanuel Macron : suppression de 120000 postes de fonctionnaires dont 70000 dans les communes, menaces sur les retraites, volonté de détricoter le droit du travail et la Sécurité sociale.

Le PCR discute avec tout le monde

Concernant les élections législatives, Maurice Gironcel est revenu sur le Comité central de la veille. Le PCR lance un appel à toutes les forces de progrès pour leur dire : « allons avancer pour un changement de cadre pour notre pays ». Beaucoup sont de cet avis. D'où la volonté de faire avancer l'idée de la responsabilité. Le PCR discute d'ailleurs avec tout le monde, notamment PLR et la France Insoumise.

PLR se présente dans 2 circonscriptions pour ne pas mettre de candidats face à d'autres candidats de gauche en capacité de gagner dit-il. Il indique que la volonté du PCR de discuter est quelque chose de « plutôt positif ».

Maurice Gironcel a rappelé les candidatures de Julie Pontalba, soutenue par la France insoumise, et de Gilles Leperlier. Deux autres candidatures sont bien avancées.

Pour le FN, le PCR ne fustige pas les électeurs et leur demande de rejoindre le camp des progressistes : « il faut ensemble se rassembler pour que La Réunion change de cadre ».

Célébration du 10 Mai par le PCR dans l'Ouest

Une belle rando à vélo et en co-voiturage pour cultiver notre mémoire historique

Dans la matinée du lundi 8 mai dernier, la Section communiste du Port a organisé une randonnée à vélo et en co-voiturage pour célébrer la Journée du 10 Mai, date historique de la loi dite Taubira, votée le 10 mai 2001 et reconnaissant l'esclavage comme un crime contre l'humanité. Une dizaine de personnes ont participé à cette initiative pour contribuer à la culture de notre mémoire historique et en particulier celle de l'esclavage à La Réunion.



Des randonneurs devant la stèle réunionnaise de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien.

Cette randonnée a pris le départ à 10h devant le stade Georges Lambrakis du Port en direction de Saint-Paul, en passant par l'avenue du 20 Décembre puis l'axe mixte, afin de rejoindre vers 10h 30 les deux statues inaugurées en décembre 2005 près du débarcadère du front de mer, lors de la seconde étape de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien, après celle de décembre 2004 à Ma-

dagascar.

Ce fut notamment une occasion de rendre hommage à Paul Vergès et Sudel Fuma, qui ont longtemps travaillé ensemble pour réaliser ce projet dans plusieurs pays de notre région.

Après cette première pause commémorative et le passage devant le monument consacré aux esclaves face au débarcadère, une seconde pause a eu lieu sur le Square de

l'Appel du 18 Juin devant la statue dédiée à Éli, Paul, Séphir et Vincent, les quatre esclaves décapités à Saint-Paul en 1812 après la révolte des esclaves de Saint-Louis et Saint-Leu en novembre 1811.

Là aussi a eu lieu un bref rappel historique sur cette révolte, qui a été commémorée dans tout le pays à l'initiative de Sudel Fuma durant toute l'année 2011.

Enfin, vers 11h 30 les participants à cette balade (cyclistes et co-voituriers) ont rejoint le « Jardin de Paulo » par le chemin Tour des Roches, ce lieu de naissance du peuple réunionnais en 1663 et des premiers maronages. Après l'esplanade d'où part le sentier vers le Bassin Vital, ils ont accédé à ce magnifique jardin par le chemin Déboulé, le deuxième sur la droite. Au bout d'environ 200m, un trésor de la flore réunionnaise et un havre de fraîcheur les attendait pour des échanges sur notre Histoire, sur les atouts de notre patrimoine naturel et sur les suites de l'élection présidentielle de la veille !

Cette commémoration s'est terminée par un pique-nique solidaire et fraternel, suivi d'un retour au Port en début d'après-midi.

In kozman pou la rout

« Moins nana do ri, plis nana kuiyèr pou plonz dodan »

Mi pans sa in provèrb bann zyé bridé sa kisoï shinoï, k'i soi in n'ot nasyon l'éstrèm oryan. Lo sans prop la pa difisil pou konprann, dizon la pa nésèsèr an avoïr bak plis vinn-tuit pou konpran sa ki vé dir pou vréman. Sa lé vré dann bann péi la famiy lé long avèk lo paran, lo gran paran, mèm lo aryèr épi lo bann z'anfan. La fain, sa sé in kéklshoz la mark la vi bann pèp dopi lontan, é i kontinyé ankor zordi vi ké noré dsi la tèr plis in milyar d'moun i soufèr la fain-pars la fain sé in soufrans é pa pou zoué siouplé. Astèr lo sans zénéral i arzoïnn avèk in kéklshoz i apèl la rarté, é la rarté osi sa la mark l'istoir l'om modèrn pandan lo dé san mil z'ané ké li lé dsi la tèr é la mark ali si tèlman ké li lété blizé alé dsi tout la tèr pou trouv in plas pou viv. Zordi nan ankor la rarté é oplis i sava oplis nora sa. Mé antansyon l'om avèk son roshèrch, avèk la syans nana lé z'arm kontr sa.alé ! Mi éstop tèrla é mi lès azot kass z'ot koko la dsi. Ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Sak lé pa kontan, li na ka pran konstan

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi mazine ou i doizète kontan Marine Lepen la pa ranport lo zéléksyon. Konm in pé i di déza, sé lo klone Fransoi Hollande donk sa sé in n'afèr i doi pa fé plézir azot sa vi ké si zot nana la mémoir, mi pans zot la pa obliy koman lo prézidan la roul azot dann la farine. Mi vé parl lo diskour Sin-Lui kan Hollande la promète azot tout éplis ankor. Sha shodé, konm i di, la mèm pèr l'o fré. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz touzour la boush rouvèr si mi konpran aou bien, i diré nout parti i sort vann son am grandyab, poitan nou la bien di dézyèm tour, ni vé arienk in n'afèr, sé fèr baraz lo fron nasyonnal. Lo rézilta lé la, é ni sar pa pli loin ké sa. Nou la pa vann nout am pèrsone é sak nou la di, nou la respèk parol. Sèl z'afèr sé k'i fo pa in pé i fé dir anou dé shoz ké nou la pa di.

Tout fason, konm moin la fine ékri, dann tout sak ni fé ni défann l'intéré La Rényon é l'intéré lo pèp rényoné. Nou nana sifizaman problèm isi shé nou san alé vann nout l'am avèk pèrsone. Dé foi nou la mèm di : « Nout kandidsa sé La Rényon » é moin lé sir sa la paf é plézir in pé. Mé poitan, d'aprè zot, kèl sé lo rol in parti rényoné ? Kèl sélo rol in parti kominis rényoné ? In rol dann nout libérasyon sosyal é in rol dann la défans nout l'idantité rényonèz .ala lé dé shoz nout parti la touzour vouli fèr avansé.

Alor, sak lé pa kontan, li pran konstan mé mi pans pa sa in n'afèr i sava shanjé. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin